

Le conflit à l'Est de la RDC : qui veut vraiment une solution ? par Erik Kennes – Mai 2025

La crise actuelle à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) est la plus longue depuis la guerre de 1998-2002. Le scénario est à chaque fois similaire : mouvement de rébellion dirigé par des rwandophones congolais, soutenu et encadré par des militaires rwandais, qui revendiquent d'abord l'intégration des rwandophones civils et militaires, prétendus exclus, avant de développer des ambitions politiques pour l'ensemble du pays. L'actuelle crise est la sixième depuis la chute du Président Mobutu en 1996. Faut-il se préparer avec fatalisme à la septième ? Ou plutôt saisir cette opportunité de résoudre les problèmes une bonne fois pour toutes ?

Les racines de la crise sont multiples, imbriquées les unes dans les autres, tant au niveau local provincial, national, régional et international, et rarement adressées en vue d'une résolution de fond des problèmes. Trop d'acteurs à tous ces niveaux ont un intérêt à ce que ce conflit se prolonge ; et ce sont malheureusement eux qui s'imposent aujourd'hui. D'abord, le Rwanda vise un contrôle direct ou indirect de l'Est pour ses intérêts économiques et sécuritaires. En parallèle, le mouvement M23 veut la réintégration de ses membres mais développe aussi des ambitions politiques au fur et au mesure de sa progression militaire. Ailleurs, les hauts officiers de l'armée gouvernementale FARDC font de la guerre leur business à travers des détournements, surfacturations et réseaux commerciaux. Pour sa part, le Président Tshisekedi refuse de céder aux exigences rwandaises. Cette décision lui confère une certaine popularité qui, dans son esprit, lui permet de diriger le pays sans partage et justifie une répression contre toute personne qui ne se rallie pas à lui. Enfin, l'ancien Président Kabila veut récupérer le pouvoir perdu en 2018 mais son alliance avec le M23 (et ses soutiens rwandais) lui fait perdre d'importants soutiens dans l'opinion publique congolaise, même si cette dernière refuse la monopolisation du pouvoir par Tshisekedi.

La mission de l'organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) est progressivement réduite à l'impuissance et est maintenant, comme d'autres missions, en train de perdre le soutien de son principal bailleur de fonds, les États-Unis. Les inlassables efforts de médiation par les organisations régionales africaines (EAC, SADC, Union Africaine) – dont certains membres sont juge et partie - restent sans résultat. Même l'émir du Qatar puis les États-Unis ont tenté de chercher un accord, cette fois basé sur des intérêts économiques.

À cet égard, le Président Tshisekedi espère offrir aux États-Unis un accès garanti aux minerais critiques, nécessaires pour la transition énergétique et pour l'industrie de la défense, contre un soutien diplomatique et – peut-être - sécuritaire qui lui permettra de rester au pouvoir sans partage. Les États-Unis veulent eux un accord avec la RDC et avec le Rwanda axé sur des investissements américains privés dans le domaine minier. La prédominance de ces préoccupations économiques et financières élude le cœur du débat : un réel processus de paix, durable, entre les gouvernements mais surtout entre les populations, en proie depuis des décennies à une violence qui a déstructuré les communautés et empoisonné les esprits.

Car finalement, qui parle encore pour la population congolaise ? Cette dernière est prise entre le marteau d'une domination et répression rwandaises (avec ou sans le M23), une armée abandonnée et l'enclume d'une présidence à Kinshasa qui veut d'abord protéger ses intérêts financiers. Comment

éviter de conclure, une fois de plus, un accord qui protège les intérêts de certaines élites sans offrir une réelle solution pour la population ?

Une lueur d'espoir vient indéniablement de l'initiative conjointe entre la conférence épiscopale de l'Eglise Catholique (CENCO) et les Eglises protestantes regroupées dans l'ECC. Elles ont non seulement initié une négociation entre toutes les parties prenantes au conflit, mais ont surtout proposé un nouveau « pacte social » pour la population congolaise, qui devra résulter d'une large consultation des communautés congolaises et d'un apport de son expertise pour – enfin- mettre les vrais problèmes sur la table et proposer des vraies solutions. Les problèmes structurels de fond de la crise sont multiples (comme l'intégration de certains groupes rwandophones, le problème des réfugiés issus de et dans les pays voisins, le problème foncier, l'agriculture, la restructuration du tissu économique...) mais sont davantage manipulés par des figures politiques ou militaires au profit de leurs intérêts personnels que pour faire l'objet d'une vraie recherche de solution.

L'initiative CENCO-ECC vise à ouvrir une voie vers une solution durable de ces problèmes, avec le soutien de la base. Elle mérite un soutien solide de toutes les parties concernées. Seulement, la présidence congolaise redoute qu'elle aboutisse à une perte de son monopole de pouvoir – comme l'espèrent d'ailleurs certaines figures de l'opposition politique.

Cette initiative est pourtant essentielle justement parce qu'elle se situe au-delà des intérêts politiques court-termistes. Elle veut sauver l'État, pas un régime. Elle représente une opportunité pour la RDC de faire entendre sa/ses voix, formuler les problèmes et proposer des solutions pour une vraie sortie de crise. Elle pourrait permettre aussi de redonner le pouvoir d'initiative aux populations affectées, trop souvent sujettes aux déclarations, décisions et indécisions des acteurs militaires et politiques. Il est crucial que la RDC prenne ainsi son destin en main. En ce sens, les Eglises sont les seules institutions qui bénéficient encore d'une (vraie) autorité morale pour mener à bien un tel projet. Ce serait au moins ouvrir la porte à une solution pour la crise voulue par la grande majorité de la population.

[Dr Erik Kennes](#) est chercheur senior au sein du programme Afrique de l'Institut Egmont.